

Gouvernance environnementale de la ville de Butembo par les services publics urbains (Nord-Kivu, République Démocratique du Congo)

K. Kasereka Kaleghana^{1,2*} & J.-P. Mate Mweru^{1,3}

Keywords: Environmental governance- System approach- Urban environment management- Public services- Butembo

Résumé

Une étude a été menée de janvier à juin 2016, dans la ville de Butembo en République Démocratique du Congo dans le but d'analyser les stratégies d'interventions des services publics urbains en matière de gestion des problèmes environnementaux. Pour réaliser cette étude, une approche systémique a été utilisée. Il ressort de cette étude que les services étatiques mettent plus l'accent sur la mobilisation des recettes au détriment des actions environnementales, pour atténuer les questions cruciales sur la gestion rationnelle de l'environnement. Nos investigations ont montré qu'il y a une faible implication d'autres acteurs dans la planification et dans l'exécution. Cette implication n'existe pas durant l'évaluation de leurs actions et il a été constaté que les services étatiques interviennent d'une manière sectorielle et non intégrée. Les services étatiques n'impliquent les habitants et les organisations de la société civile que dans l'exécution de certaines actions. Ces services les impliquent peu lors de la planification et ne les impliquent pas du tout lors de l'évaluation. Nous avons aussi observé que les services étatiques réservent une place moins significative tant aux habitants qu'aux organisations de la société civile.

Summary

Environmental Governance Undertaken By Urban Public Services in Butembo (North Kivu, Democratic Republic of the Congo)

A study was conducted in the city of Butembo in the Democratic Republic of the Congo from February to June 2016. Its purpose was to analyze the intervention strategies of urban public services in the management of environmental issues. The systemic approach was used for this study. It appears from this study that in alleviating crucial questions about the sound management of the environment, state services focus more on mobilizing revenues to the detriment of environmental actions. Our investigations have shown that there is a small involvement of other actors in planning and execution. This involvement does not exist during the evaluation of their actions and it has been observed that state services intervene in a sectoral and not in an integrated manner. State services involve the inhabitants and civil society organizations only in the execution of certain actions. These services involve them little in planning and do not involve them at all in the evaluation. We also observed that state services provide a less significant place for both people and civil society organizations.

¹École Régionale Post-Universitaire d'Aménagement et de Gestion Intégrés des Forêts et Territoires Tropicaux, Kinshasa, République Démocratique du Congo.

²Université Libre des Pays des Grands Lacs de Butembo, Faculté de Santé et Développement Communautaires, Butembo, République Démocratique du Congo.

³Université de Kisangani, Faculté des Sciences, Kisangani, République Démocratique du Congo.

*Auteur correspondant: Email: kaserekakaleghanakal@gmail.com

Introduction

L'Afrique reste confrontée à plusieurs défis. Selon la Conférence Ministérielle Africaine sur l'Environnement (CMAE) et le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE), la population africaine enregistre une croissance fulgurante, dans un contexte de planification insuffisante et de développement médiocre des infrastructures, posant de nombreux défis environnementaux (5). À l'issue d'une étude menée en Afrique Centrale, Trefon, Cogels et Shango montrent que les dommages environnementaux sont la somme de plusieurs décisions, souvent prises sans tenir réellement compte de l'importance de notre monde naturel: une mauvaise gouvernance au niveau local, national et international (29). Et pourtant, le WWF (World Wide Fund for Nature ou Fonds mondial pour la nature) note que les nations en bonne santé forment le socle du bien-être physique, mental et social (31). Or, comme le soulignent le CMAE, le PNUE, la FAO et Kafando, la santé des populations est intimement liée à leur environnement (5, 11, 12). La cité énergie indique que la prise en compte insuffisante des implications environnementales des décisions et l'absence de planification systématique en vue d'un environnement urbain de haute qualité comptent parmi les causes principales de la situation actuelle, qui pèsent à la fois sur l'environnement, l'économie urbaine et les citoyens (4). En outre, le SAFEPOLIS indique que la manière dont les villes sont aménagées, conçues et bâties, la façon dont les individus s'identifient à l'environnement où ils vivent et la manière dont les espaces urbains sont traités et gérés influent sur la sécurité (27).

Il est à noter que, comme l'indiquent la CMAE et le PNUE, la corrélation entre les changements de la société humaine et ceux de l'environnement est étroite; les changements de l'une s'accompagnent de retombées sur l'autre (5).

Il convient de signaler que selon Cristea et Baci, l'explosion démographique a engendré, en plus de nombreux déséquilibres, un processus d'urbanisation très agressif. En tant que centre vital d'une région donnée, la ville représente un ensemble fonctionnel et dynamique de systèmes artificiels et semi-naturels. Elle est et doit être considérée comme un écosystème particulier et sa vie dépend de la manière dont son fonctionnement respecte les lois de l'écologie. Ainsi, il s'avère essentiel de procéder à une gestion prévisionnelle (7).

Ayittey souligne que les origines de la crise africaine actuelle résident au niveau des abus de pouvoir et de l'interventionnisme exorbitant de l'État (1).

En conséquence, seul l'État, pensait-on, pouvait réunir les ressources nécessaires pour entreprendre des projets de développement à grande échelle. Cette situation semble persister jusqu'à ces jours, malgré les avancées enregistrées dans la gestion de la chose publique, avec l'avènement des régimes dits démocratiques (1). Constat valable aussi pour la République Démocratique du Congo.

Le PNUD rapporte qu'au Nord-Kivu, pour évacuer les ordures, la majorité des ménages pollue la nature en les jetant dans des dépotoirs sauvages, sur la voie publique ou dans les cours d'eau. Le service de voirie est pratiquement inexistant (0,2%) (26).

En ville de Butembo plusieurs défis environnementaux observés sont:

- les érosions sur les berges des cours d'eau,
- la gestion difficile des déchets, l'insuffisance de l'eau potable,
- les inondations régulières des habitations riveraines des rivières et ruisseaux,
- les accidents parfois mortels dans les lieux d'extractions des pierres,
- la vente sur le marché public des fretins et
- la cohabitation des hommes et des animaux dans certaines maisons avec risque de zoonose.

Par ailleurs, Muhindo affirme que, outre les ravinements des fonds de vallées et ceux qui se produisent à la suite de la torrencialité du ruissellement dans les collines, la ville de Butembo est confrontée aux inondations et aux mouvements de masse. Localement, aucune action concertée n'a jamais fait l'objet d'une mise au point d'une stratégie de remédiation. L'ampleur des dégâts montre que si rien n'est fait dès maintenant, le coût de remédiation sera difficile à couvrir dans le contexte socio-économique précaire de la population urbaine de Butembo (21).

Les services publics urbains impliqués dans ces secteurs mènent parfois des actions isolées qui ne conduisent pas aux succès attendus par les habitants. Ainsi, les questions suivantes ont orienté cette étude: quelles sont les stratégies d'interventions des services publics urbains dans la gestion des problèmes environnementaux en ville de Butembo? Plus spécifiquement, nos préoccupations pour la recherche se présentent comme suit:

- Comment les services publics urbains planifient, exécutent et évaluent les actions qu'ils mènent en matière environnementale?
- Quelle est la place accordée à l'implication des habitants et plus précisément des acteurs de la société civile pendant les actions menées par les services publics urbains dans le secteur?

Aux questions précédentes, les réponses provisoires suivantes ont été:

De manière générale, les services techniques urbains interviennent de façon sectorielle en ne se focalisant que sur leurs attributions. Spécifiquement:

- Les services publics urbains planifient, exécutent et évaluent leurs actions de façon sectorielle en matière environnementale.
- Les services publics urbains accordent aux habitants et plus particulièrement aux acteurs de la société civile une place dérisoire pendant les actions dans le secteur environnemental.

Ce travail vise l'analyse des stratégies d'interventions des services publics urbains dans la gestion des problèmes environnementaux en ville de Butembo. De manière opérationnelle, cette étude a permis:

- D'évaluer les stratégies de planification, d'exécution et d'évaluation des actions réalisées par les services publics urbains en matière environnementale et les relations entre ces derniers.
- De déterminer la place accordée aux habitants et aux acteurs de la société civile dans les actions menées sur le plan environnemental par les services publics urbains.

Milieu

La ville de Butembo est située en Province du Nord-Kivu, à 0°8' latitude Nord et 29°17' longitude Est. Elle se situe entre 1.600 et 2.000 m d'altitude. Selon Muhindo (21), cette ville est bâtie dans une dépression constituant des dambos surplombés par des collines. Elle est subdivisée administrativement en quatre communes (Figure 1).

Matériel et méthodes

La collecte des données sur le terrain a été précédée par un pré-test afin que les résultats soient les plus valides possibles. Le pré-test a été réalisé auprès de 2 services publics urbains en ville de Beni, voisine du milieu d'étude et ayant des caractéristiques socio-économiques proches de celles de Butembo. Ont été concernés, 10 habitants vivant près des sites à haut risque environnemental et 4 animateurs des organisations de la société civile qui n'ont pas été retenues pendant l'enquête proprement dite.

Un échantillon de 100 personnes a été retenu pour collecter les informations sur l'implication des habitants et des acteurs de la société civile dans la gestion de l'environnement en ville de Butembo. Toutes les quatre communes de la Ville de Butembo ont été représentées, particulièrement les 20 sites à risque environnemental potentiel dont 14 sites avec érosion, deux avec glissement de terre, un avec dépotier incontrôlé et érosion et trois carrières de pierres.

Cet échantillon a été réparti proportionnellement au poids démographique de chaque site retenu, vu la répétitivité des problèmes environnementaux, le temps et les moyens disponibles. Comme l'indique Vaughan, un échantillon de cette taille est suffisant dans le contexte semblable à celui de cette étude (30). N'ont été retenus comme enquêtés que les personnes âgées d'au moins 18 ans révolus, ayant vécu dans le milieu depuis au moins une année. Elles ont été tirées au sort dans une urne. Ces personnes étaient censées donner une opinion pouvant aider à la compréhension de l'implication des habitants et des acteurs de la société civile dans la gestion de l'environnement.

En outre, les 19 services étatiques fonctionnant en ville de Butembo suivants ont été retenus: Environnement, Conservation de la Nature et Développement durable; Hygiène publique; Hygiène aux frontières; Urbanisme et Habitat; Protection civile; Mines et géologie; Agriculture, Pêche et Elevage; Quarantaine animal et végétal; Infrastructures et Travaux publics; Office de voirie et drainage; Développement rural; Reconstruction; Cadastre et Titres fonciers; Fonds Forestier National; Tourisme; Industrie; Economie; Ressources hydrauliques et Electricité ainsi que le Parquet civil. Ils ont été cités par le premier service comme partenaires assumant certaines responsabilités dans la gestion de l'environnement urbain. En outre, 20 acteurs œuvrant dans le domaine de la gestion de l'environnement ont été retenus; ils sont animateurs des Organisations Non Gouvernementales, Associations locales, Institutions d'enseignement supérieur et universités, Ecoles secondaires. Ces acteurs ont été sélectionnés de façon raisonnée selon leurs actions dans le secteur de l'environnement. Les services publics et les organisations de la société civile ont été considérés de manière exhaustive, en raison d'une personne par service et par organisation.

La collecte des données a été réalisée grâce aux techniques quantitatives et qualitatives sous l'approche systémique, portant sur l'ensemble du spectre des éléments interagissant, telle que proposée par Maldague (18). Il convient de signifier que l'entrevue a permis de connaître le niveau d'implication des animateurs des services publics et ceux de la société civile dans la gestion de l'environnement urbain. Les enquêtés ont été soumis à un questionnaire oral, portant sur un sujet prédéterminé pour approfondir certains aspects de la question.

Un questionnaire composé de questions ouvertes, fermées et semi-fermées a été administré indirectement aux habitants. Il a été complété par des entretiens avec des informateurs clés grâce au guide d'entretien.

Les questions ont été posées à tous les répondants sous une forme identique, pour recueillir des faits, des jugements subjectifs, que ce soient des attitudes, des opinions ou des motivations et des connaissances en vue de retirer le maximum d'informations utilisables. Les données quantitatives ont été analysées à l'aide du tableur Excel 2010 sous environnement Windows 8.1. Les données qualitatives ont été soumises à l'analyse de leur contenu d'une façon manuelle. Pendant l'analyse, les données ont été classées en catégories, suivant les diverses positions ou attitudes que reflètent les réponses, pour permettre une présentation quantifiée des résultats.

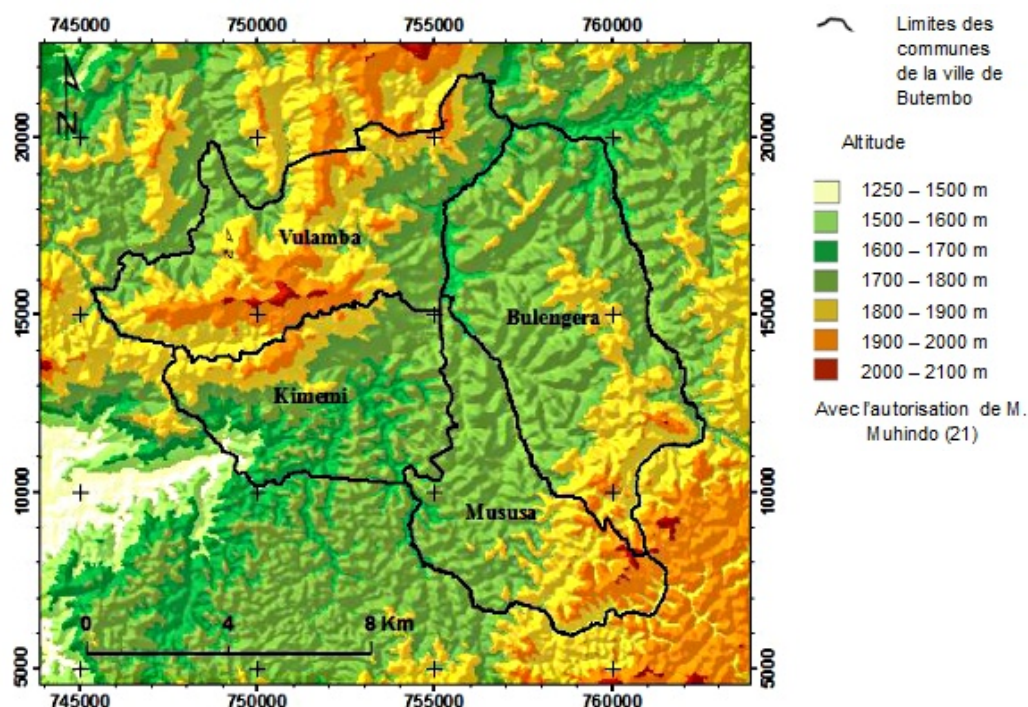


Figure 1: Carte du relief de la ville de Butembo (21).

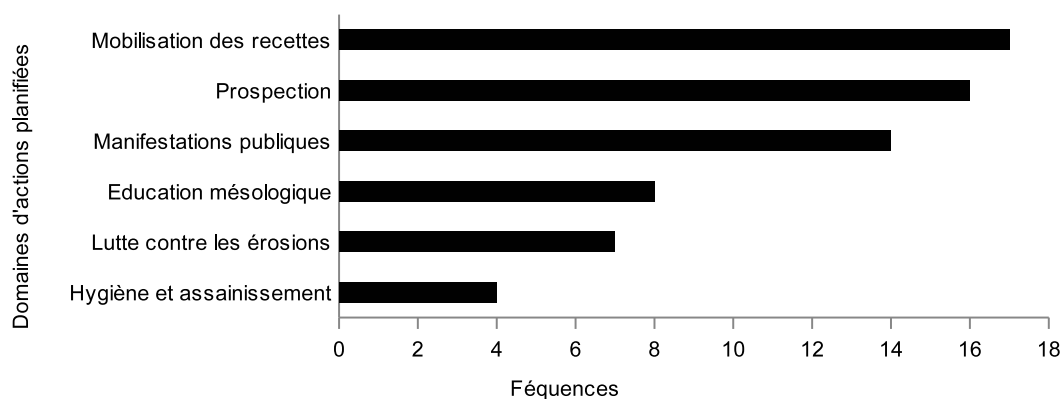
Résultats

Planification et exécution des actions par les services publics urbains

Selon la figure 2, la majorité des services étatiques (17 sur 19) oriente essentiellement leurs planifications dans la mobilisation des recettes. Les actions réelles sur le terrain, telles que l'hygiène et l'assainissement, ne sont considérées que de manière secondaire (4 services publics sur 19). Il sied de noter que la mobilisation des recettes serait plus rentable pour les acteurs insuffisamment rémunérés par le pouvoir public.

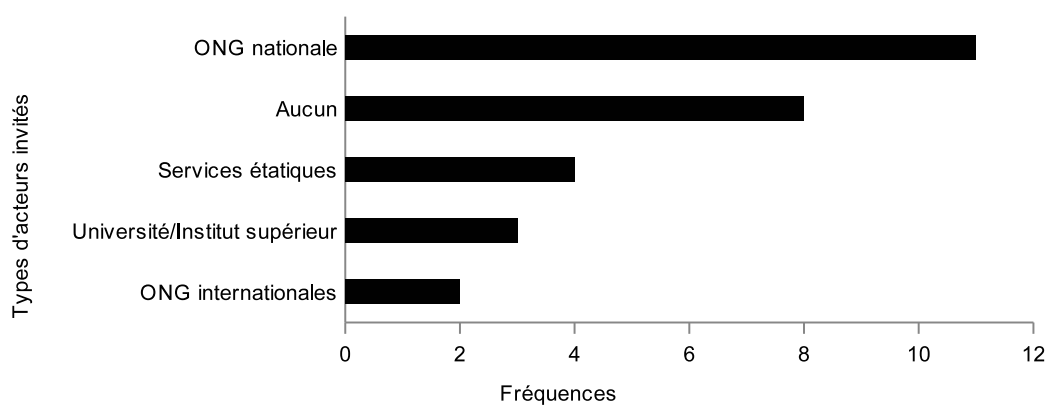
En outre, pendant cette planification, la majorité des services publics (11 sur 19) invite les ONG nationales. Près de la moitié (8 services publics sur 19) n'invite aucun autre service (Figure 3). Un dixième (2 services publics sur 19) invite les ONG internationales. La plupart des services étatiques (16 sur 19) invite d'autres acteurs sans leur attribuer un rôle précis pendant la conceptualisation de la planification de leurs actions. Seuls 3 services étatiques sur 19 les invitent pour des conseils techniques (Figure 4). Les raisons de l'exclusion des autres n'ont pas été élucidées par cette étude.

Néanmoins, nous pensons que le système de travail serait encore traditionnel, au regard des attributions officielles de chaque service et de l'insuffisance ou encore de l'inexistence de la formation continue des animateurs de ces services. La réunion d'échange est la méthode de planification utilisée par la plupart (11 services étatiques sur 19); quelques-uns (4 sur 19) recourent à la tempête de cerveau (Tableau 1). Bon nombre de services étatiques (17 sur 19) focalisent leurs efforts sur la mobilisation des recettes, contre 3 sur 19 qui pratiquent le reboisement (Figure 5). Ces résultats montrent clairement que les actions en faveur des activités lucratives priment sur les véritables activités de terrain reprises dans les attributions du service de l'environnement. Lors de l'implémentation des actions sur le terrain, 12 sur 19 services étatiques n'impliquent aucun autre acteur ni service (Figure 6). Ce qui démontre une faible participation d'autres acteurs dans les actions environnementales. La plupart des acteurs externes sont invités pour la simple collaboration (13 services étatiques sur 19); pour une minorité (2 services étatiques sur 19) les acteurs externes sont invités en vue de solliciter leur contributions matérielles (Figure 7). Il s'agit d'une collaboration seulement informative dépourvue du caractère réellement participatif.



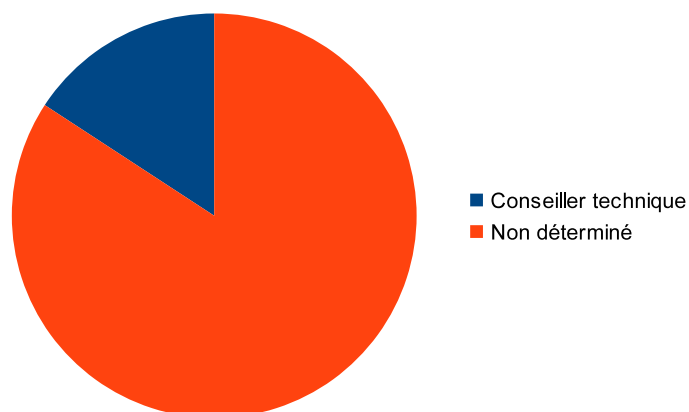
Source: Enquêtes de terrain, 2016.

Figure 2: Domaines d'actions planifiées par les services étatiques sur le plan environnemental.



Source: Enquêtes de terrain, 2016.

Figure 3: Catégorie d'acteurs prenant part aux séances de planification de certains services étatiques dans le secteur environnemental.



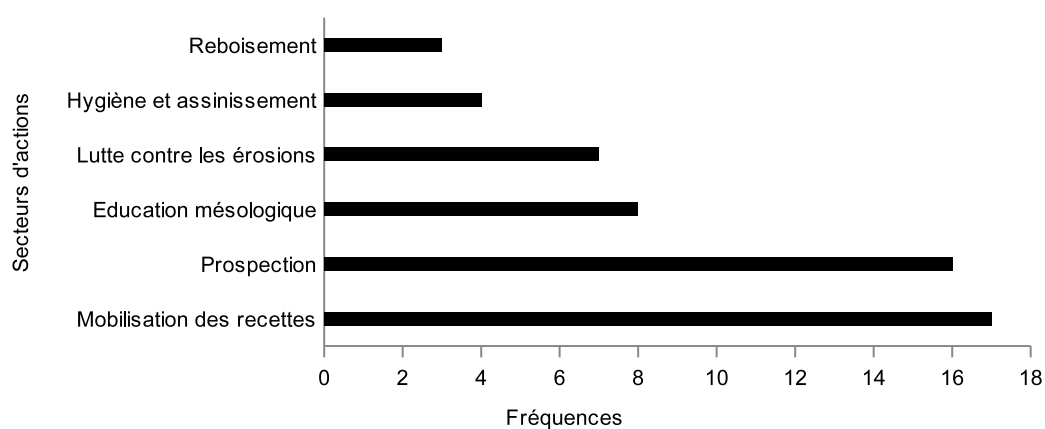
Source: Enquêtes de terrain, 2016.

Figure 4: Rôles des acteurs invités par les services étatiques pendant leurs séances de planification.

Tableau 1
Méthodes de planification des actions utilisées par
services étatiques.

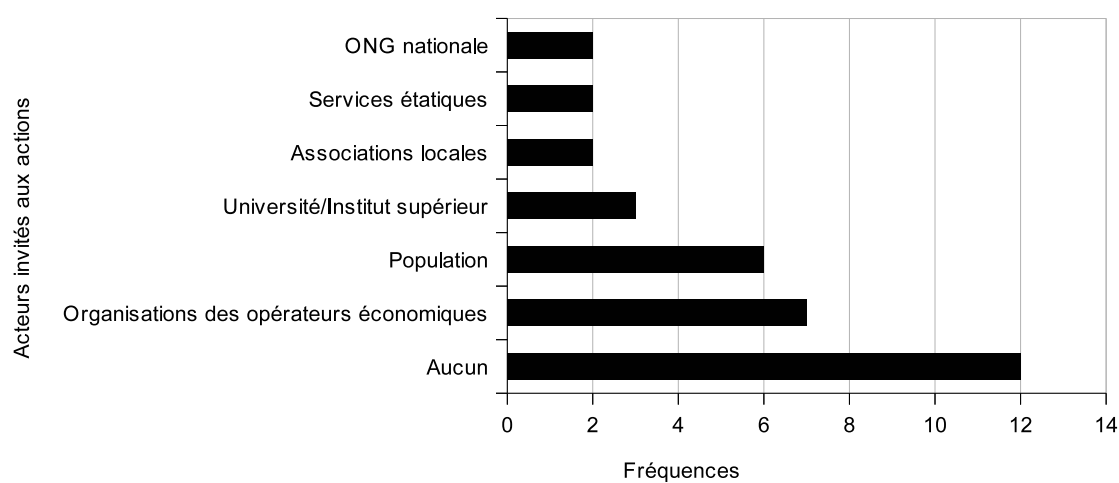
Méthodes de planification	Fréquences	Pourcentages
Réunion d'échange d'idées	11	57,9
Tempête de cerveau	4	21,0
Méthode non déterminée	6	31,6

Source: Enquêtes de terrain, 2016.



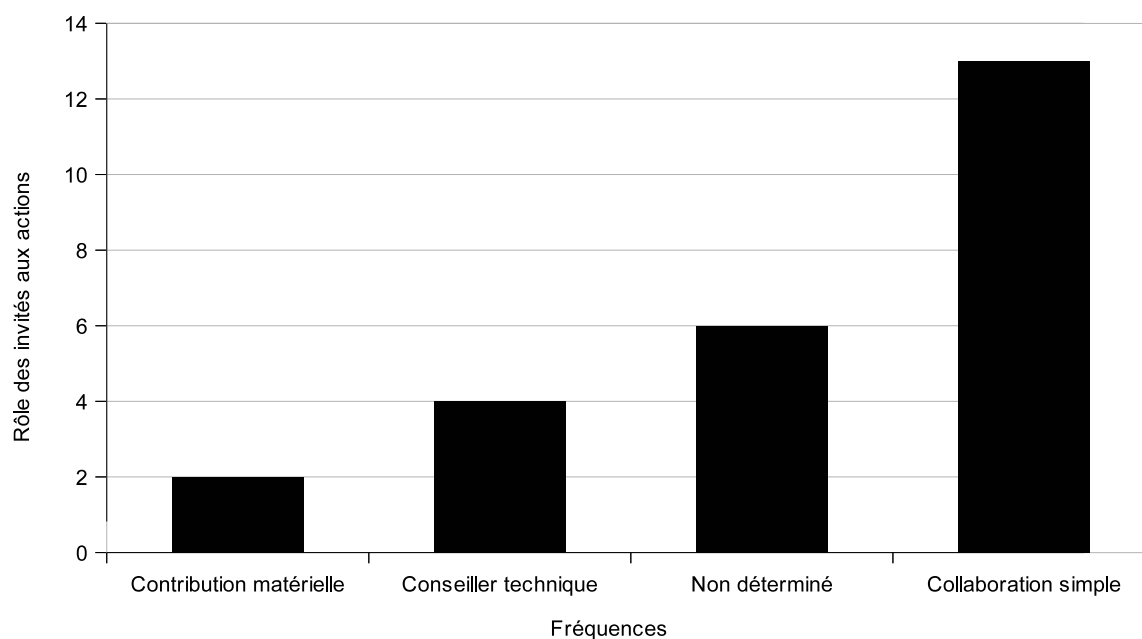
Source: Enquêtes de terrain, 2016.

Figure 5: Secteurs couverts par les actions des services étatiques en matière
environnementale.



Source: Enquêtes de terrain, 2016.

Figure 6: Acteurs invités par les services étatiques en vue de l'exécution des actions.



Source: Enquêtes de terrain, 2016.

Figure 7: Rôles assurés par les acteurs invités pendant la réalisation de leurs actions.

Ce genre d'actions est réalisé pendant le lancement officiel de certaines activités.

Les actions environnementales sont réalisées grâce à l'autofinancement local (pour 17 services étatiques sur 19) issu des diverses taxes (Figure 8). La mairie de Butembo, représentant le gouvernement congolais, n'intervient que pour les actions d'un service sur 19, alors qu'elle est censée financer l'essentiel de ces activités. D'où une certaine irresponsabilité du pouvoir public en matière des actions relatives à la gestion rationnelle de l'environnement urbain.

Bon nombre des services publics (13 services sur 19) évaluent leurs actions sur le terrain et le reste ne le fait pas (Tableau 2). Néanmoins, aucun service étatique enquêté n'invite d'autres acteurs pendant cette phase.

Il s'agit essentiellement de l'auto-évaluation par crainte des critiques externes. Cette pratique peut être liée à l'ignorance des avantages de l'évaluation intersectorielle et interdisciplinaire, ainsi qu'aux relations d'interférence négative entre les services publics. Cette dernière serait due à la volonté de gagner plus pour son compte et non pour le compte du trésor public.

Tableau 2

De l'éventualité de l'évaluation des actions des services étatiques.

Eventualité	Fréquences	Pourcentages
Oui	13	68,4
Non	6	31,6
Total	19	100,0

Source: Enquêtes de terrain, 2016.

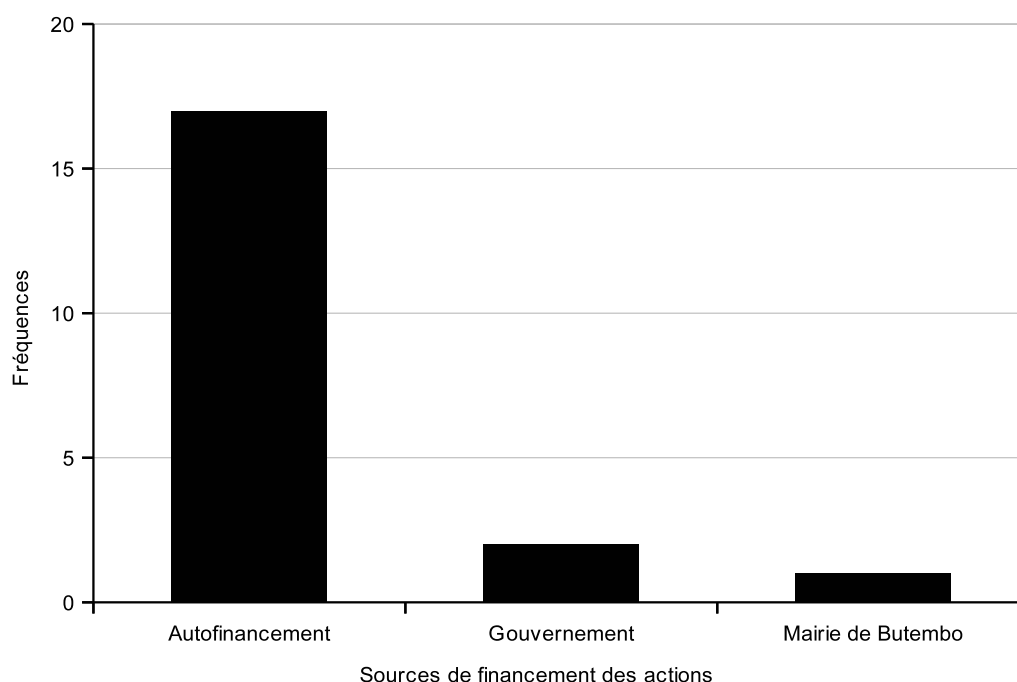


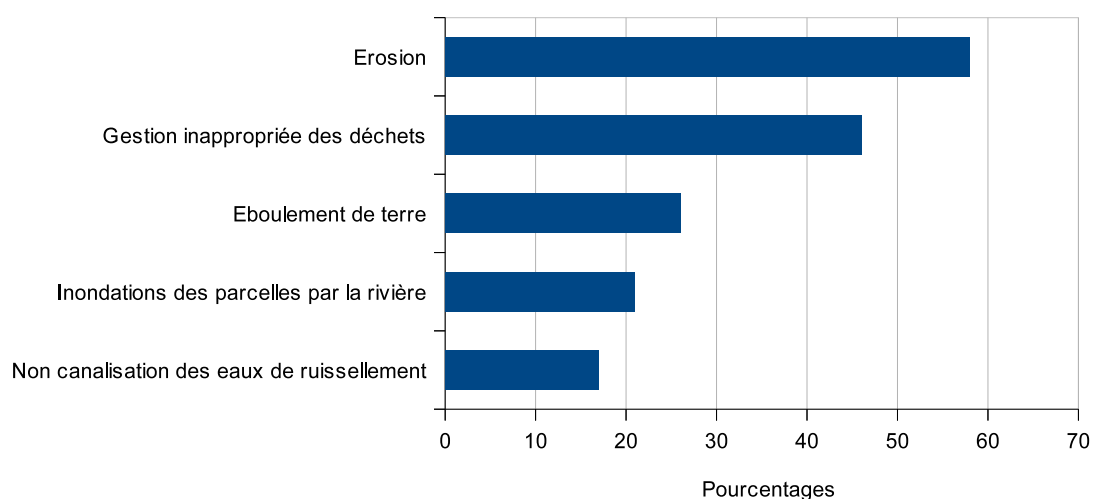
Figure 8: Sources de financement des actions des services étatiques pour l'environnement.

Implication des populations locales et des acteurs de la société civile dans les actions environnementales

Il convient de relever que les problèmes environnementaux majeurs rencontrés dans les milieux urbains de Butembo sont: l'érosion (selon 58% des habitants), la gestion inappropriée des déchets (selon 46% des habitants), les éboulements de terre et les inondations (selon 26% des habitants) (Figure 9).

Pour y faire face, les services étatiques organisent des travaux auxquels prennent part 61% de la population locale (Figure 10).

Ces travaux consistent à planter des espèces antiérosives (selon 29,5% des habitants) telles que le bambou et le vétiver; à ramasser les déchets (selon 19,6% des habitants) et à canaliser les eaux de ruissellement (selon 14,7% des habitants). La canalisation des eaux est quelques fois réalisée par un système dit «ngwalangwala» (une forme de gouttière pour canaliser l'eau et minimiser l'érosion) (Tableau 3). Notons que la notion d'assainissement du milieu couvre aussi l'évacuation des ordures au sein des sites érodés, acte encouragé par la Brigade d'assainissement, en jetant les déchets ramassés au marché et ses environs au sein de certains sites. Ce geste démontre à quel point certains services étatiques n'ont pas de connaissances suffisantes en gestion des déchets.



Source: Enquêtes de terrain, 2016

Figure 9: Quelques problèmes environnementaux des milieux habités par les enquêtés.

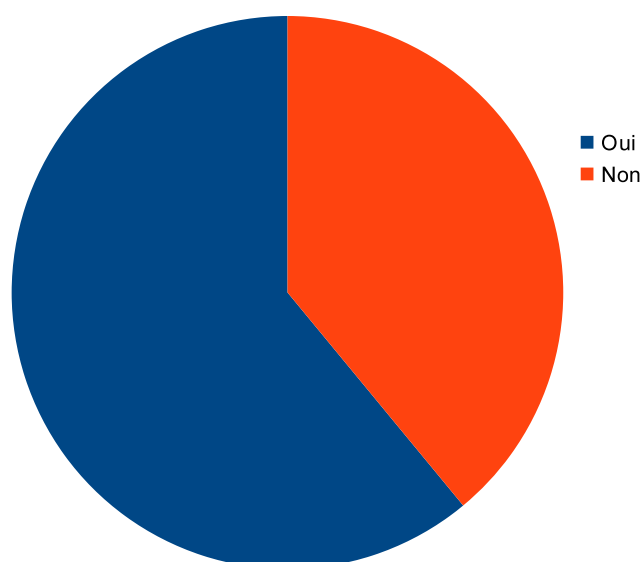


Figure 10: Répartition des répondants selon leur éventuelle prise part aux travaux organisés par les services étatiques.

Tableau 3

Travaux organisés par les services étatiques auxquels les répondants ont déjà participé pour résoudre les problèmes environnementaux.

Travaux de résolution des problèmes environnementaux	Fréquences	Pourcentages
Placer des sacs remplis de sable aux endroits érodés	3	4,9
Planter les bambous dans les endroits menacés par l'érosion	3	4,9
Canaliser les eaux de ruissellement par des planches	3	4,9
Planter les bananiers dans les endroits érodés	3	4,9
Placer les pneus aux endroits érodés	6	9,8
Assainir le milieu	7	11,4
Canaliser des eaux de ruissellement	9	14,7
Ramasser les déchets en attente de la Brigade d'assainissement	12	19,6
Planter les espèces antiérosives	18	29,5

Source: Enquêtes de terrain, 2016.

Ce faible taux de participation des populations locales pourrait être amélioré en fonction du niveau de leur sensibilisation. Toutefois, ces travaux dits communautaires, prennent quelque fois une forme quasi contraignante; ce qui n'est pas toujours bien accepté par bon nombre d'habitants qui estiment qu'ils relèvent de la compétence des services publics techniques.

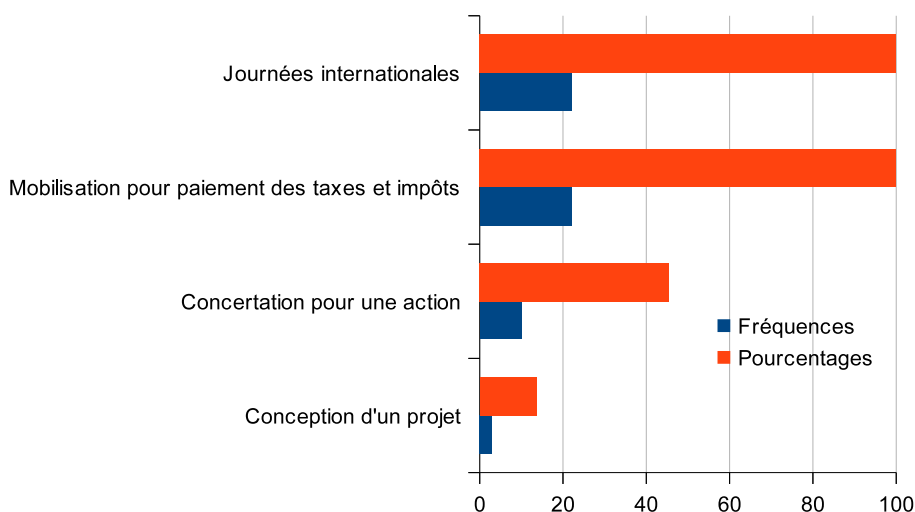
Aussi, toutes les organisations enquêtées ont affirmé avoir déjà été invitées à prendre part aux activités organisées par les services étatiques.

Toutefois, les circonstances d'invitation des organisations de la société civile par les services étatiques sont surtout les journées internationales (100% des organisations) et la mobilisation pour le paiement des taxes et impôts (100% des organisations); rarement pour la question d'un projet (13,6% des organisations) (Figure 11).

Elles sont invitées, pour la plupart (86,4% des organisations), pendant la phase d'exécution et pour quelques-unes (4,5% des organisations) pour la phase de suivi des actions (Figure 12).

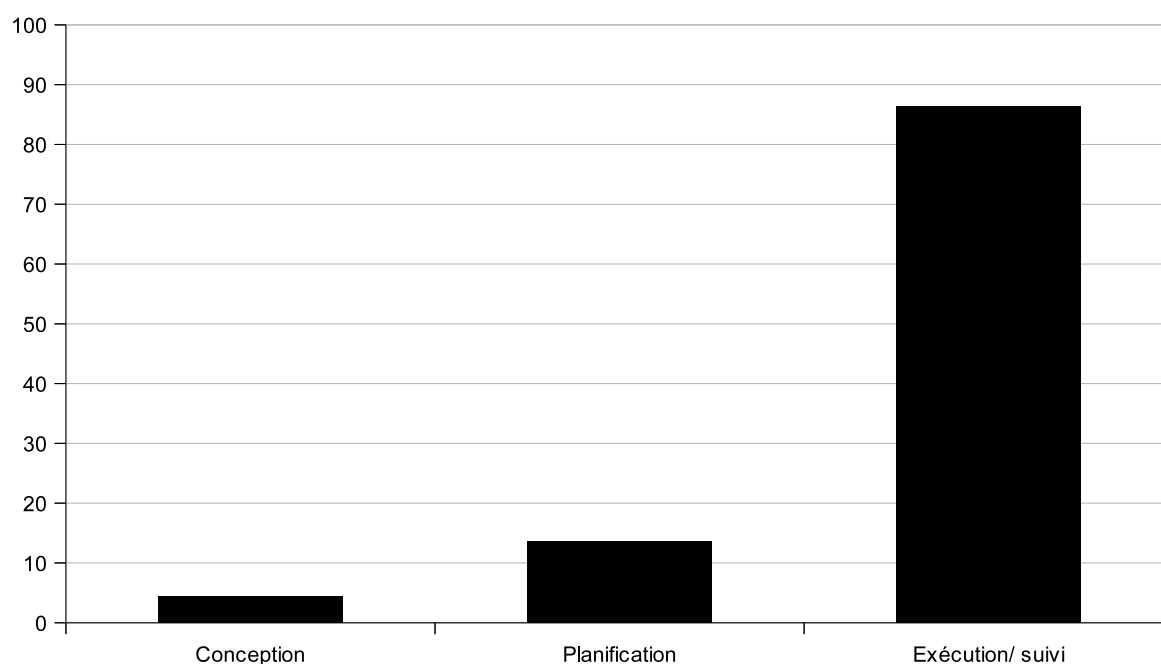
Cette faible représentation pendant la conception des projets expliquerait en partie les faibles résultats obtenus par les services publics en matière environnementale. Seuls 13,7% des organisations apportent leur expertise et/ou prodiguent des conseils aux services étatiques (Figure 13). Les raisons de l'exclusion des acteurs de la société civile n'ont pas été abordées par cette étude. Nous pensons que les services étatiques ne maximisent pas les opportunités qui leurs sont offertes par les organisations de la société civile pour une bonne gouvernance environnementale.

Nous estimons que la gestion de l'environnement de Butembo devrait impliquer non seulement le secteur étatique, mais aussi le secteur privé, les populations locales et les acteurs de la société civile. En outre, l'implication des parties prenantes devrait être effective dès la conception jusqu'à l'évaluation en passant par l'implémentation du projet. L'approche systémique devrait être le fil conducteur de ces activités environnementales qui sont souvent complexes.



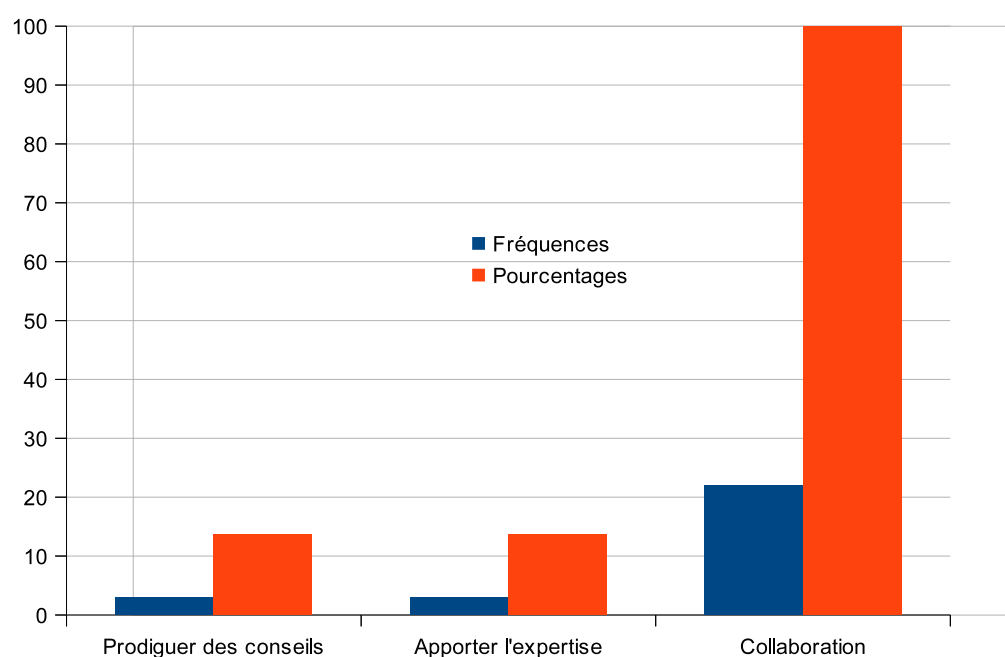
Source: Enquêtes de terrain, 2016.

Figure 11: Des motifs d'invitations des organisations de la société civile par les services étatiques.



Source: Enquêtes de terrain, 2016.

Figure 12: Phases d'actions pendant lesquelles sont invitées les organisations de la société civile.



Source: Enquêtes de terrain, 2016.

Figure 13: Rôles attribués aux organisations de la société civile par les services étatiques.

Discussion

Des approches d'intervention des services publics urbains de Butembo

Nos résultats indiquent que la planification et l'exécution des actions des services étatiques sont focalisées essentiellement sur la mobilisation des recettes au détriment des actions de terrain, telles que l'hygiène et l'assainissement du milieu ainsi que le reboisement. Ces résultats corroborent ceux de Nzoussi et Li Jiang, selon lesquels à Brazzaville la gestion des déchets ne représente pas une priorité pour la plupart des administrations; elles se concentrent entre autres sur la collecte des taxes et des impôts (25). C'est plus la mobilisation des recettes et la prospection qui offrent de possibilité de corruption qui, selon l'Equipe Nationale de Prospective Stratégique, est l'un des fléaux qui gangrènent la RDC (10). Dans cette optique, Sy affirme que la priorité n'est pas toujours accordée aux investissements sociaux dont la salubrité publique est partie intégrante (28). Ces résultats ne corroborent pas le constat de Ngahane selon lequel, aujourd'hui, en Afrique, à la faveur d'une urbanisation galopante et de ses corollaires, l'assainissement et la gestion des déchets sont devenus des préoccupations importantes (23). C'est plutôt le cas en Union Européenne dans la mesure où la Commission Européenne inscrit l'amélioration de l'environnement urbain parmi les priorités d'investissement (6).

L'étude a montré que pendant la planification, la plupart des services étatiques invitent d'autres acteurs, notamment les ONG nationales, sans pour autant leur attribuer un rôle précis. Néanmoins, près de la moitié n'invitent aucun autre service. Egalement, la plupart des services publics n'impliquent aucun autre acteur ni service dans l'exécution de leurs actions. Ces résultats s'écartent de ce qu'envisagent la Commission Européenne pour laquelle il est de plus en plus évident que les différents défis qui se posent en milieu urbain, qu'ils soient économiques, environnementaux, climatiques, sociaux ou démographiques, sont entremêlés et que la réussite du développement urbain n'est envisageable qu'au travers d'une approche intégrée (6). La manière d'agir des services étatiques de Butembo s'apparente à l'absence de ce que les Nations Unies qualifient de culture de responsabilité partagée, sans laquelle il est difficile de mener le développement durable intégré passant par des actions intégrées (22). Ainsi, Ntungila-Nkama note qu'en matière de salubrité publique, une action efficace doit rencontrer l'adhésion du public dès le stade de la récolte de l'information, autrement dit son implication effective (24). Il y a un besoin de se concentrer sur les corrélations et les interdépendances pour trouver des solutions aux problèmes environnementaux (5).

Ainsi, ils peuvent être classés dans ce que Morin qualifie de tendance de l'intersectorialité mettant l'accent sur la collaboration, considérée comme une façon de légitimer les actions sans pour autant impliquer les autres acteurs dans l'action (20). Par contre, le MDF note que la participation des parties prenantes doit permettre à celles-ci de jouer un rôle actif dans la prise de décision et dans les activités qui en découlent et qui auront un effet sur elles (18).

L'étude a révélé que les services étatiques recourent à l'autofinancement pour réaliser leurs actions. Le gouvernement n'intervient que rarement. Ce résultat corrobore ceux de l'Equipe Nationale de Prospective Stratégique de la RDC selon lesquels «les contreperformances dans la mobilisation des ressources se répercutent dans le déficit de développement humain» (10). Dans cette optique, Kassay note que l'Office de Voirie et Drainage en ville de Kinshasa éprouve des difficultés matérielles, financières et humaines (14). Ce faisant, Biey Makaly propose le recouvrement et l'instauration des différentes taxes comme mécanismes de financement de la salubrité de Kinshasa (2).

L'étude a montré que pendant l'évaluation des actions, la plupart des services étatiques estiment non seulement que d'autres acteurs ne doivent pas être présents, mais aussi que l'évaluation des actions est une question interne. Pourtant, selon le MDF les évaluations doivent être menées de façon objective et les méthodes utilisées devraient être transparentes pour toutes les parties concernées (18).

Place des habitants et des acteurs de la société civile dans les actions environnementales réalisées par les services publics urbains de Butembo

Les problèmes environnementaux majeurs rencontrés dans le milieu d'étude datent, pour la plupart de 10 ans et plus. Il s'agit de: l'érosion, la gestion inappropriée des déchets, les éboulements de terre et les inondations. Les résultats similaires ont été constatés à Kinshasa et à Brazzaville, où la menace environnementale est réelle et constitue un problème épineux qui nécessite l'implication systématique et rigoureuse de l'Etat (13, 15, 25). Ces résultats ne s'écartent pas de ceux de Ntungila-Nkama selon lesquels, en ville de Kinshasa, des groupes d'acteurs se sont substitués à une administration publique défaillante en matière de salubrité publique (24). En outre, Dorrier-Appril avait constaté qu'à Mopti au Mali, la question des lieux de décharges et dépôts restaient entière et la commune tardait à affecter l'espace nécessaire (8).

Cette étude a révélé que les services étatiques demandent à bon nombre d'habitants de planter les arbres et les bambous aux bords des ruisseaux, d'éviter et d'arrêter d'extraire le sable dans les lits des cours d'eau.

Pourtant, les services habilités, notamment la Coordination urbaine de l'Environnement et le Fonds Forestier National, ne rendent pas disponible les plantules aux habitants. Comme l'affirme Lelo, la végétalisation des sites érodés est également appliquée à Kinshasa pour stabiliser le sol et le protéger contre le ravinement. Il note que les jeunes Kinois utilisent des plantes appropriées (les fausses cannes, les bambous, le vétiver, etc.) ayant des propriétés fertilisantes et fixatrices du sol (15).

En outre, la majorité des habitants ont affirmé avoir pris part aux travaux organisés par les services étatiques. Ces travaux consistent à planter des espèces antiérosives, à placer les pneumatiques usagés des véhicules et les sacs remplis de sable dans les sites érodés, à ramasser les déchets et à canaliser les eaux de ruissellement. Les habitants ne sont impliqués ni dans la conception, ni dans la planification; ils ne sont associés qu'aux actions décidées d'en haut. Il importe de noter que les services environnementaux, notamment celui de l'Environnement et le Fonds Forestier National ne rendent pas disponible les plantules en ville de Butembo. Ces résultats ne s'écartent pas du constat fait par Lelo, selon lequel la végétalisation des sites érodés est appliquée à Kinshasa pour stabiliser le sol et le protéger contre le ravinement (15). Toutefois, cet auteur avait noté aussi qu'en ville de Kinshasa, le niveau de participation des jeunes dans les projets de développement des quartiers se limite aux petites tâches.

En outre, les Kinois recourent aussi parfois, dans des petits ravins peu profonds, à des pneus usagés et les épaves de véhicules pour ériger dans les sillons des ravins des 'barrages' dans le sens de la pente (15). On y pratique aussi le creusage des trous ou bassins de rétention dans chaque parcelle pour retenir les eaux pluviales, la construction de haies de rétention d'eau ainsi que la sensibilisation de la population au danger que présente l'érosion des sols (13), techniques non utilisées à Butembo.

Aucun service étatique n'a sollicité les habitants pour leur participation active. Ce faisant, l'Etat ne peut ainsi mieux adapter, sinon mieux réaliser ses programmes en misant sur les ressources et les leaderships actuels ou potentiels disponibles dans la communauté. Ainsi, il passe à côté de ce que Mercier qualifie d'«idéologie participationniste» (19). L'étude a révélé que les organisations de la société civile sont notamment invitées pour les journées internationales et la mobilisation pour le paiement des taxes et impôts. Elles sont rarement conviées aux concertations d'actions et de conception des actions; elles le sont en phase d'exécution pour une simple collaboration informative. Constat a été aussi fait par Trefon, Cogels et Mutambwe à l'issue d'une étude menée dans les milieux périurbains de l'Afrique centrale; ils ont trouvé que selon le contexte connu actuellement dans les zones périurbaines, la gestion

participative n'a pas de prise: la société civile est à peu près absente de la scène (29). Il y a absence de ce que Bulle qualifie de partenariats locaux entre acteurs de base et pouvoirs locaux pour la gestion et l'amélioration des quartiers (3). Dans cette optique Thibault cité par Mercier souligne que la société civile est la sphère des associations par lesquelles les citoyens entrent dans la sphère publique en s'associant aux autres pour assurer la protection de leur environnement (19). Cette réalité n'est pas loin de ce que Kassay, en parlant de la gestion des déchets en ville de Kinshasa, qualifie d'«une absence des cadres institutionnels pour une communication de proximité» qui doit ouvrir la porte à la participation réelle (14). En outre, Maurin estime que les problématiques des inondations et des déchets à Kinshasa nécessitent une gestion intégrée à différentes échelles, ainsi que la participation de différents acteurs dont les populations à l'échelle du quartier (17). Contrairement à la ville de Butembo, il s'observe, selon Dorrier-Appril et Jaglin, une multiplication des partenariats public/privé dans les villes occidentales (9).

Conclusion

La présente étude a été menée dans la ville de Butembo en vue d'analyser les approches d'interventions des services publics urbains dans la gestion de ses problèmes environnementaux. Pour la mener à bien, l'approche systémique a été utilisée, en se basant sur les méthodes qualitative et quantitative. La ville de Butembo, en expansion démographique, connaît des situations environnementales complexes, nécessitant l'intervention appropriée des services étatiques dans une approche intégrée, intersectorielle et interdisciplinaire.

Il convient ainsi de constater que les services étatiques, pendant leurs interventions, focalisent leur attention sur la mobilisation des recettes; les actions environnementales proprement dites pouvant atténuer les questions environnementales cruciales sont négligées. Leurs interventions sont souvent sectorielles et non intégrées. Ils impliquent moins d'autres parties prenantes lors de la mise en œuvre de leurs actions dans le secteur de l'environnement. Certains services étatiques entretiennent des interférences négatives; ce qui explique souvent les nombreux conflits entre les divers services publics. Etant donné la complexité des problèmes environnementaux, nous pensons que la meilleure approche pour aborder ces questions complexes serait interdisciplinaire, intersectorielle et intégrée.

Remerciements

Nos remerciements à l'Union Européenne et à l'Ecole Régionale Post-Universitaire d'Aménagement de Gestion Intégrés des Forêts et Territoires Tropicaux pour le soutien à la réalisation de cette étude.

Références bibliographiques

1. Ayittey G., 1992, *Les obstacles au développement de l'Afrique*, Institut Euro 92, Paris. <http://www.euro92.com/acrob/ayittey.pdf>.
2. Biey M., 2016, *La problématique d'insalubrité urbaine et ses solutions* (Projet mis en œuvre dans la ville de Kinshasa), Table Verte: Problématique de l'Insalubrité et ses solutions, 11 mai 2016, Cercle Français, Kinshasa, 22p.
3. Bulle S., 1999, *Gestion urbaine et participation des habitants: quels enjeux, quels résultats? Le cas de Yeumbeul*, Sénégal. In: *Gestion des Transformations Sociales MOST*, 33, UNESCO, France, 47p. <http://unesdoc.unesco.org/images/0011/001160/116082Fo.pdf>
4. Cité énergie, 2004, *Vers une stratégie thématique de l'environnement urbain*. Communication de la commission au conseil, au Parlement Européen, au comité économique et social européen et au comité des régions, 5p. http://www.energy-cities.eu/IMG/pdf/avis_strategie_environnement_urbain_fr.pdf
5. CMAE & PNUE, 2006, *L'avenir de l'environnement en Afrique 2. Notre environnement, notre richesse*. Synthèse, Nairobi, 27p.
6. Commission Européenne, 2014, *Développement durable intégré en milieu urbain. Politique de cohésion 2014-2020*, http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/informat/2014/urban_fr.pdf.
7. Cristea V. & Baciuc C., 2000, Une approche écosystémique de la ville, *Naturopa*, 94, 4-5.
8. Dorier-Apprill, E., 2002, Gestion de l'environnement urbain et municipalisation en Afrique de l'Ouest : le cas de Mopti (Mali). *Gérer la ville: entre global et local*, *Autrepart*, 21, 119-134.
9. Dorier-Apprill E. & Jaglin S., 2002, Gestions urbaines en mutation: du modèle aux arrangements locaux. *Gérer la ville: entre global et local*, *Autrepart*, 21, 5-15.
10. Equipe Nationale de Prospective Stratégique, 2015, *RD Congo: Dynamiques et enjeux de développement à long terme. Livre blanc. Etude Nationale Prospective (ENP)* Janvier 2015, 76 p. <http://www.droitcongolais.info/files/Livre-blanc-du-Ministere.pdf>.
11. FAO, 2000, *Des aliments pour les villes. Elevage urbain, sécurité alimentaire ou danger pour l'environnement*, Rome, 2.
12. Kafando Y., 2004, *Environnement urbain et problèmes de santé à Ouagadougou: cas du quartier Cissin*, Mémoire de maîtrise, Université de Ouagadougou, 128p.
13. Kamathe K., 2005, *Gestion locale de l'eau dans les quartiers urbains pauvres. Cas de Kinshasa*. Rapport, Kinshasa, 52p.
14. Kassay Ngur-Ikone J., 2015, La gestion des déchets plastiques à Kinshasa: un autre défi environnemental à relever dans la conception des villes durables, *Environ. Changement Clim. Sécur. Aliment.*, 5, 131-154.
15. Lelo Nzuzi F., 2008, *Kinshasa, Ville & Environnement*, Paris, L'Harmattan, 281p.
16. Maldague M., 2006, *Traité de gestion de l'environnement tropical. Tome I: Développement intégré des régions tropicales*. Approche systémique - Notions - Concepts - Méthodes, ÉRAIFT, Université de Kinshasa, République Démocratique du Congo, 350p.
17. Maurin J.-C., 2016, *Projet de renforcement de la résilience des riverains de N'djili face aux inondations: drainage pluvial et gestion des déchets*, Agence Française de Développement, Table Verte: Problématique de l'Insalubrité et ses solutions, 11 mai 2016, Cercle Français, Kinshasa, 10p.
18. MDF, 2012, *Analyse des parties prenantes*, MDF Afrique centrale, 18p.
19. Mercier C., 2009, *Participation citoyenne et développement des communautés au Québec: enjeux, défis et conditions d'actualisation*. Rapport réalisé dans le suivi du Séminaire sur la participation citoyenne et le développement des communautés, tenu à l'initiative de la revue Développement social et de l'ARUC-ISDC le 4 avril 2008, ISBN: 978-2-89251-357-8; 78p.
20. Morin P., 2007, *Les pratiques d'action communautaire en milieu HLM: Approche méthodologique*, Lareps/UQAM, Québec, 67p.
21. Muhindo S., 2011, *Le contexte urbain et climatique des risques hydrologiques de la ville de Butembo (Nord-Kivu/RDC)*, Thèse de doctorat, Université de Liège, 275p.
22. Nations Unies, 2014, *La dignité pour tous d'ici à 2030: éliminer la pauvreté, transformer nos vies et protéger la planète*. Rapport de synthèse du Secrétaire général sur le programme de développement durable pour l'après-2015, 38p.
23. Ngahane E.L., 2015, *Gestion technique de l'environnement d'une ville (Bembereke au Bénin): caractérisation et quantification des déchets solides émis; connaissance des ressources en eau et approche technique*, Thèse de doctorat, Université de Liège, 239p.
24. Ntunga-Nkama F., 2010, *Pratiques populaires liées à la production et à l'appropriation de l'espace en périphérie de la ville de Kinshasa (RD Congo)*, thèse de doctorat, Université catholique de Louvain, 285p.
25. Nzoussi H.K. & Li Jiang F., 2014, La gestion de l'environnement urbain à Brazzaville: problèmes et perspectives, *Eur. Sci. J.*, 29, 209-216.
26. PNUE, 2009, *Nord-Kivu: Pauvreté et conditions des vies des ménages*: rapport, Kinshasa, 20p.
27. SAFEPOLIS, 2006, *Urbanisme, conception et gestion des espaces pour prévenir la malveillance*. Manuel, Commission Européenne, Politecnico di Milano, IAU, Ile-de-France, Regione Emilia Romagna, 53p.
28. Sy I., 2006, *La gestion de la salubrité à Rufisque (Sénégal): enjeux sanitaires et pratiques urbaines*, Thèse de doctorat, Université Louis Pasteur-Strasbourg, 523p. http://scd-theses.u-strasbg.fr/1201/01/These_I_SY.pdf
29. Trefon T., Cogels S. & Shango M., 2007, *Gouvernance environnementale dans les espaces périurbains d'Afrique Centrale*, GEPAC/ULB, Bruxelles.
30. Vaughan J.P. & Morrow R.H., 1991. *Manuel d'épidémiologie pour la gestion de la santé au niveau du district*. Ed. Jouve, OMS, Genève. 187p.
31. WWF, 2014, *Rapport Planète Vivante 2014: des espèces, des espaces et des hommes*. Résumé. McLellan R., Iyengar L., Jeffries B. & Oerlemans N. (Editeurs). WWF International, Gland, Suisse, 35p.

K. Kasereka Kaleghana, Congolais (RDC), MSc, École Régionale Post-Universitaire d'Aménagement et de Gestion Intégrés des Forêts et Territoires Tropicaux, Kinshasa, République Démocratique du Congo; Chef des Travaux, Université Libre des Pays des Grands Lacs de Butembo, Faculté de Santé et Développement Communautaires, Butembo, République Démocratique du Congo.

J.-P. Mate Mweru, Congolais (RDC), PhD, Professeur, École Régionale Post-Universitaire d'Aménagement et de Gestion Intégrés des Forêts et Territoires Tropicaux, Kinshasa, République Démocratique du Congo; Université de Kisangani, Faculté des Sciences, Kisangani, République Démocratique du Congo.